

Quelle école voulez-vous ? Celle de Joly, Valls, Villepin, Le Pen ?

Par Mathieu Deslandes | Rue89 | 04/09/2011 | 18H05

Partager:

Rue89 s'est plongé dans les programmes éducatifs des principales personnalités en lice pour la présidentielle.

C'est un sujet essentiel : tous les candidats considèrent l'école comme « matrice de la société ». D'un parti à l'autre, quatre préoccupations reviennent avec insistance :

- **la formation des professeurs** : hormis à l'UMP, un consensus est en train de se dégager quant à la nécessité de redonner une formation pratique aux enseignants ;
- **le développement du soutien scolaire gratuit** : pour Mélenchon, les socialistes, Morin et l'UMP, il doit être organisé dans les murs de l'école (mais pour l'UMP, c'est un dispositif à réserve aux écoles primaires de ZEP) ; Villepin le restreint aussi aux « communes défavorisées » mais préconise de l'organiser en dehors de l'école ; Borloo rêve d'offrir des activités ludiques aux élèves de CP et CE1 en difficulté « pour les placer en situation de réussite » ; Montebourg, lui, veut instaurer une étude obligatoire du primaire à la terminale ;
- **la petite enfance** : le NPA prévoit des lieux d'accueil gratuits, EELV et le PS veulent garantir une place en crèche pour chaque enfant, l'UMP veut développer des « jardins d'éveil pour élargir l'offre de garde pour les 2-3 ans » tournés vers « les milieux défavorisés ». Le Nouveau Centre suggère de rendre l'école obligatoire à partir de deux ans dans les zones urbaines sensibles et les « zones rurales isolées » ;
- **des solutions pour les zones sensibles** : dans l'ensemble, il s'agit de se donner les moyens de mieux encadrer les élèves de ZEP ou de ménager les profs en réduisant le nombre d'enfants par classes (Valls, Royal), le nombre d'heures de cours par enseignant (Aubry) ou la taille des collèges (Bayrou).

Valls et l'UMP proposent de mieux payer les profs qui y exercent. Le PS veut revoir la sectorisation pour y intégrer un indice de mixité sociale (« l'enseignement privé sera concerné »). Villepin, lui, veut abandonner la « logique des zonages » mais offrir « un droit personnalisé à l'enseignement prioritaire pour aider les élèves qui en ont besoin en fonction de critères sociaux ou scolaires ».

En dehors de ces quatre points consensuels, nous avons tenté d'isoler, pour chaque candidat, la proposition qui reflète le mieux sa vision de l'école.

Nous n'avons pas retenu la nécessité de « revaloriser » le métier d'enseignant, de donner la priorité à l'acquisition des fondamentaux (lecture, écriture, calcul...) en primaire ou de mieux associer les parents d'élèves aux décisions. Là-dessus, tout le monde est d'accord.

De la même manière, pour les candidats à la primaire socialiste, nous avons écarté ce qui est déjà prévu par le programme du parti (et qui ne dit rien de leurs priorités personnelles) :

- scolarisation obligatoire dès 3 ans ;
- retour à la semaine de cinq jours ;
- réinstauration d'une formation professionnelle des enseignants...

De gauche à droite, voici donc les priorités de quatorze potentiels candidats.

► **Philippe Poutou : abolition des notes et de l'orientation**

Le NPA refuse toute note, tout classement. Il défend une école commune pour tous de 3 à 18 ans sans sélection ni orientation.

L'avis de l'enseignant sur un élève ne peut être communiqué qu'à sa famille. « Nous refusons tout fichage de l'enfance, nous nous opposons à toute compilation publique ou numérisation des “performances”, des “capacités” ou des “compétences” d'un être humain », prévient le programme du parti.

► **Jean-Luc Mélenchon : un enseignement d'égale qualité en filière générale et professionnelle**

Le Front de Gauche prévoit que l'investissement de l'Etat dans les filières professionnelles soit augmenté de 50%. Mélenchon n'a pas oublié qu'il a été ministre délégué à l'Enseignement professionnel.

► **Eva Joly : un collège vraiment unique**

Europe Ecologie - Les Verts veut « réinventer » le collège unique :

« Cette école doit être commune et ne doit donc comporter aucune série ou filière, pas plus qu'elle ne pratiquerait le redoublement. »

Le brevet devrait sanctionner « notamment une culture professionnelle, la culture transmise dans cette école fondamentale incluant des savoirs technologiques et un véritable contact avec le monde professionnel ».

Ensuite, deux lycées possibles : professionnel ou général et technologique. Dans ce dernier, les séries seraient supprimées. Chaque élève pourrait se construire un parcours personnalisé en piochant dans des modules.

► **Arnaud Montebourg : non à l'enseignement à la carte**

Le président du conseil général de Saône-et-Loire entend revenir sur la libéralisation des choix scolaires, pour que l'école cesse d'être le premier lieu où s'applique l'idéologie néolibérale. Il ne veut plus de classes différenciées (les classes européennes, bilangues, « allemand première langue et latin »...) mais un « tronc commun de la scolarité obligatoire » pour « tous les élèves jusqu'à 15 ans » pour que « tous les élèves » reçoivent les mêmes savoirs. Une école commune réunirait primaire et collège en un établissement unique.

► **Ségolène Royal : un deuxième adulte face aux élèves**

La présidente de la région Poitou-Charentes défend l'idée d'un « deuxième adulte dans certaines classes » pour épauler l'enseignant et accompagner les élèves en difficulté.

► **François Hollande : prise en charge des enfants garantie dès 2 ans**

Le président du conseil général de Corrèze veut pousser l'Etat et les collectivités à « coopérer avec les associations » pour que les enfants à partir de 2 ans puissent être « pris en charge », si les parents en font le choix. « Pour les 2,7 millions d'élèves les plus démunis, il faut aussi donner à leur famille un droit prioritaire pour la garde de leurs enfants. »

► **Martine Aubry : plus d'autonomie pédagogique pour les enseignants**

La maire de Lille a peu d'idées sur l'éducation en plus de celles contenues dans le projet socialiste. Elle flatte les enseignants en leur promettant une plus grande autonomie pédagogique « pour qu'ils puissent se concerter et travailler en équipe, partager et transmettre les initiatives qui marchent et qu'il faut mutualiser ».

► **Manuel Valls : salaire doublé pour les profs de ZEP**

Le député-maire d'Evry veut réserver les classes de ZEP aux professeurs les plus expérimentés. Et majorer de 100% leur salaire. « Enseigner aux Tarterêts, ce n'est pas la même chose qu'enseigner à Neuilly. »

► **François Bayrou : plus de jours travaillés, mais moins d'heures de cours par jour**

Le MoDem voudrait aligner le rythme des écoliers français sur ceux des élèves européens. Et donc modifier l'organisation de l'année scolaire.

« Elle n'est en France que de 144 jours par an (4 jours pendant 36 semaines) alors qu'elle est en Europe, en moyenne, de 185 jours. La journée des écoliers français est la plus longue du monde, mais nos écoles sont fermées la moitié de l'année. L'objectif que nous devons nous fixer est de parvenir en quelques années à rejoindre la moyenne européenne. La journée de travail scolaire doit être allégée pour l'enfant, et pour les professeurs afin qu'ils puissent enseigner, à un meilleur rythme », avancent les textes du parti.

► **Villepin : une seule « cité scolaire » de 3 à 18 ans pour un meilleur suivi**

République solidaire veut regrouper dans des « cités scolaires » et sous une direction commune tous les établissements par lesquels passe un élève au cours de sa scolarité afin d'offrir un meilleur suivi.

► **Jean-Louis Borloo : généraliser les innovations locales**

Le Parti radical espère généraliser des « initiatives locales qui marchent ». Il veut créer un « établissement public » chargé de les repérer puis d'accompagner leur mise en œuvre.

► **Hervé Morin : autonomie pour toutes les écoles**

Le Nouveau Centre promet d'accorder l'autonomie à tous les établissements scolaires, sur le modèle de la réforme des universités. Un cadre général serait fixé au niveau national, un contrat d'objectifs et de moyens serait signé avec le rectorat, mais le chef d'établissement aurait la liberté de définir son projet (les programmes, l'organisation des cours, le recrutement de nouveaux profs...) avec les enseignants et les parents.

► **Nicolas Sarkozy : des chefs d'établissements maîtres chez eux**

L'UMP veut également accorder l'autonomie administrative aux chefs d'établissements pour le recrutement des professeurs et l'autonomie pédagogique pour expérimenter de nouvelles méthodes. Des budgets supérieurs seraient alors attribués aux établissements classés en ZEP.

► **Marine Le Pen : pour une école policée**

Le Front national veut, « dans les collèges et les lycées où cela se justifie », autoriser les chefs d'établissement à fouiller les élèves suspects. Marine Le Pen considère aussi qu'il faut installer des portiques de détection des métaux et sanctionner financièrement les parents des élèves qui entrent à l'école avec un objet dangereux (suppression des allocations familiales « dans les cas les plus graves »).

La moindre agression « même verbale » d'un prof par un élève ou un parent d'élève devrait être « immédiate et exemplaire pas sa dureté ».

Le FN exige un « code vestimentaire strict » et l'interdiction du téléphone portable « de la primaire au lycée ». Quant aux établissements « irrécupérables », ils devraient être « matériellement détruits ».

► **Et aussi...**

En bonus, voici quatre autres idées que nous avons repérées, susceptibles de stimuler la réflexion :

- en ville, **des établissements scolaires organisés par classes** (6e-5e ou 4e-3e) plutôt que par quartiers « pour instaurer une vraie mixité sociale » (UMP) ;
- la scolarité rendue **obligatoire jusqu'à 18 ans** (Mélenchon) ;
- un **lycée polyvalent** regroupant l'enseignement général, technologique et professionnel « pour faciliter les passerelles entre les différentes filières » (Montebourg) ;
- des **classes préparatoires aux grandes écoles** dans tous les quartiers (Royal).

Et vous ? Quelles seraient vos priorités pour l'école ? Racontez-nous.

Avec **Zineb Dryef, Marie Kostrz, François Krug, Nolwenn Le Blevennec et Sophie Verney-Caillat.**